Déclaration de l'Unsa-Education

CTSD du 2 septembre 2022

Madame la directrice académique,
Madame la secrétaire générale,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

La rentrée scolaire 2022 s'opère certes dans un contexte sanitaire plus apaisé que les deux précédentes, mais pour l'Unsa-Education, elle est surtout marquée par l'accélération et la révélation au grand public de la vulnérabilité de notre service public d'éducation. La crise du recrutement est là, et des postes non-pourvus se retrouvent à tous les niveaux d'enseignement. À cela s'ajoutent des démissions qui augmentent d'année en année chez les personnels en place. Face à ce sombre constat, L'UNSA Éducation est très inquiète des conditions dans lesquelles s'effectue cette rentrée.

Nous ne mettons pas en doute la mobilisation de l'institution pour réussir à avoir un personnel devant chaque classe le jour de la rentrée, notamment parce que l'enjeu politique est très important, mais le recrutement en masse de contractuels n'est qu'une solution d'urgence. Si l'objectif est tenu pour le jour de la rentrée, et nous en doutons, cela ne suffira pas à faire face à la totalité de l'année scolaire dès que les premiers congés maladie ou maternité arriveront.

De plus, cela ne peut pas constituer le mode de recrutement pérenne pour un service public aux missions aussi complexes et essentielles. Recruterait-on un contractuel justifiant de quelques maigres journées de formation comme médecin ou comme infirmier ? Enseigner est un métier, qui demande une vraie formation. C'est pourquoi nous continuons à demander le recrutement immédiat des candidats encore sur listes complémentaires des concours du premier degré afin d'abonder le nombre de personnels disponibles. Cela pourrait aussi permettre d'éviter que ces candidats de 2022 fassent d'autres choix d'orientation professionnelle d'ici la prochaine session de concours.

Bonne nouvelle, notre ministre a fini par annoncer des recrutements sur listes complémentaires et promet une réflexion sur l'utilisation de ces listes à l'avenir. On ne peut qu'encourager la démarche. Pourtant, le ministre va clairement dans une autre direction en communiquant très fortement sur l'ouverture au printemps 2023 "d'un concours exceptionnel de titularisation" des enseignants contractuels. Nous voulons ici répéter que le système est fragilisé par les déficits des concours mais aussi par la multiplication des profils dans une gestion à flux tendu. Pensons aux temps d'enseignement variable des stagiaires selon leur statut, et aux irrégularités des

règles d'affectation que cela a généré dans les résultats, reconnues au début de l'été par le Conseil d'Etat que le SE-Unsa avait saisi.

Au-delà de ces mesures d'urgence, il faut s'attaquer en profondeur à la crise qui mine notre système éducatif. Sur ce terrain, nous demeurons défiants quant aux intentions de l'exécutif. Nous avons bien vu l'annonce d'une hausse du budget de 3,6 milliards d'euros pour 2023 et la priorité faite à l'éducation dans les travaux à venir du Conseil national de la refondation. Nous avons bien noté aussi le respect du ministre pour nos métiers et la mission de l'École.

Mais nous entendons également l'insistance pour un nouveau pacte avec de nouvelles missions. Les propos que le président a tenu devant les recteurs jeudi 25 août ne répondent pas au problème du manque d'attractivité des métiers de l'éducation qui avait déjà fait l'objet d'annonces présidentielles pendant la campagne électorale de 2022. Les revalorisations doivent concerner tous les personnels et venir reconnaître les missions déjà exercées aujourd'hui.

Le quinquennat précédent a été un traumatisme avec une avalanche d'annonces et de réformes mal ficelées, menées tambour battant sans vouloir regarder la complexité des sujets qu'elles ouvraient et des problèmes qu'elles généraient en même temps qu'elles voulaient en résoudre. C'est vrai pour la voie professionnelle, pour la formation des enseignants, pour la priorité aux fondamentaux ou encore pour les Pial.

Malgré un nouveau ministre à l'approche différente de son prédécesseur, la confiance est très loin d'être rétablie. Rémunération, reconnaissance de nos métiers et charge de travail sont les trois premières priorités issues de notre enquête auprès de nos adhérents.

Plus largement, l'UNSA-Education demande au ministre d'écouter les personnels pour construire des réponses durables pour notre système éducatif. Nous demandons de :

- reprendre le mode de recrutement et de formation initiale, ni lisible ni sécurisant
- réinvestir la formation continue.
- concrétiser la promesse d'une gestion humaine des ressources
- cesser de surcharger les classes et les emplois du temps
- arrêter les suppressions de postes spécialisés
- relever le défi de l'école inclusive en sortant d'une politique du chiffre. Il faut d'ailleurs avant tout se donner les moyens de répondre à la diversité des profils des élèves et sortir de la réponse binaire, reconnaissance de handicap ou non.

Dans notre département, les remontés du terrain font état d'inquiétudes réelles concernant la gestion des classes au quotidien sur des points très précis :

- Dans de nombreux PIAL, la situation est critique. Non seulement le nombre d'AESH ne permet pas de proposer un accompagnement à tous les enfants ayant une notification mutualisée, mais des enfants avec notification

individualisé sont sans AESH en cette rentrée. Concrètement, les PIAL ont moins de personnel encore que l'année scolaire dernière, alors que le nombre d'enfants notifiés a augmenté : si l'on peut admettre que les démissions de dernière minute ne soient pas encore compensées, pourquoi les départs en retraite connus dès la fin de l'année dernière n'ont -ils pas été remplacés pendant l'été ? Les personnels mobilisables étaient pourtant connus, les commissions de pré-recrutement se sont tenues en mai. Pendant ce temps, de nouvelles notifications viennent s'ajouter à celles qui déjà ne peuvent être honorées. Au final, des enfants scolarisés dans de mauvaises conditions d'inclusion, des parents inquiets de constater que ce qui est préconisé pour le bien de leur enfant n'est pas respecté, des enseignants stressés dès avant la reprise, et pour tenter de combler quelques trous, trop d'AESH avec des emplois du temps éclatés enlevant tout sens à leur travail. Triste bilan ! Quand les AESH retraités ou démissionnaires vont-ils être remplacés ? De nouveaux postes, indispensables, vont-ils être créés ?

- La mise en place des 30 minutes d'activité physique quotidienne interroge : dans plusieurs circonscriptions, il a été dit lors des réunions de pré-rentrée que ces 30 minutes s'imposaient tous les jours, en sus des 3h d'EPS dont elles ne font pas partie. Pourtant, si ce dispositif est distinct des 3 heures d'enseignement d'EPS, il n'en est pas totalement déconnecté : sur le site du ministère, la circulaire du 12 janvier 2022, publiée au BO du 20 janvier 2022 stipule dans la présentation de cette action : « il est préconisé de développer les 30 minutes d'activité physique les jours où l'enseignement de l'EPS n'est pas programmé ». Il ne semble donc y avoir aucune ambiguïté dans le texte officiel. Des consignes claires pourraient-elles être données aux écoles en ce sens ?

Pour conclure, le SE-Unsa alerte sur la fragilisation continue de notre École publique qui, désormais, se retrouve dans nombre d'endroits au bord de la rupture. La situation de cette rentrée n'est pas conjoncturelle, elle s'inscrit dans un mouvement de fragilisation entamé depuis plusieurs années à coups de politiques éducatives sourdes et aveugles à la complexité des missions et aux besoins de soutien. Les enjeux démocratiques, sociaux, économiques et environnementaux sont colossaux pour notre Nation. Ils méritent un travail de fond pour fédérer la Nation autour de son école.